



INTERVIEW DE GRÉGORY DAHO Sur l'évolution des relations civilo-militaires

Accès-Défense s'est entretenue avec Grégory Daho, maître de conférence en science politique de l'université Paris 1 Panthéon Sorbonne, membre du Centre européen de sociologie et science politique (CESSP Paris) et ancien jeune chercheur de l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM)



Dans le cadre de votre thèse vous avez choisi le thème des actions civilo-militaires (ACM) et de la transformation des armées, quelles en sont les raisons ? Quelles ont été vos premières pistes de réflexion ?

J'ai choisi ce thème au départ par pragmatisme. Je cherchais à financer ma thèse et le Ministère de la Défense proposait une liste de thématiques qui ouvraient le droit à des allocations de recherche. Parmi ces sujets il y avait les ACM. J'en avais vaguement entendu parler et le sujet me paraissait exploitable. J'ai donc postulé et ai été pris. Le choix du sujet a été pour moi à la fois une force et une difficulté : une force car je n'avais aucune charge émotionnelle vis-à-vis de mon thème de recherche et donc un réel détachement par rapport à l'objet. Une faiblesse car je ne connaissais pas vraiment le milieu militaire et qu'il a fallu que je travaille plus dur, que j'investisse le champ, que j'étudie les débats qui le traversent et les doctrines qui le constituent.

Ma première piste de réflexion a été l'humanitaire. Ce qui après avoir réalisé ma thèse m'apparaît très réducteur. J'ai découvert que derrière les ACM il y avait d'autres choses que l'humanitaire comme de l'économique par exemple. Ma pensée initiale était : comment est-ce que les militaires mènent des opérations humanitaires ? Comment elles encadrent des convois humanitaires ? qu'est-ce que ça leur apporte ? Et est-ce que ce n'est pas une dénaturation de leur métier ? Est-ce le propre des interventions modernes ? Je le vois donc vraiment comme synonyme d'action humanitaire des armées, avec une dérive potentielle par rapport aux objectifs ou aux missions fixées actuellement aux militaires. C'était mon préjugé de départ.

L'élargissement des missions du militaire à l'humanitaire ne correspond-t-il pas à une vision nouvelle que porte la société française sur l'armée ? Cet élargissement ne dénature-t-il pas le rôle traditionnel de l'armée ?

D'abord, pour nuancer cette tendance est moins vraie depuis deux ans. Quand je regarde les campagnes de recrutement de l'armée de Terre, qu'elles soient audiovisuelles ou dans les gares, on vend de l'engagement pour la patrie. La tendance que vous décrivez est vraie du début des années 90 jusqu'à il y a deux ans.

Au début des années 90 ce sont certains militaires qui ont demandé à faire de l'humanitaire. Le chef d'Etat-Major des armées de l'époque, l'amiral Jacques Lanxade avait pris publiquement position en disant : « Il faut qu'on ait des unités militaires spécialisées dans l'action humanitaire ». A cette époque, l'armée de terre se cherche, elle n'a plus d'ennemi et plus de mission. Faire de l'humanitaire c'est se redonner une virginité vis-à-vis des politiques et vis-à-vis de l'opinion publique. L'armée de terre a vendu le civilo-militaire comme un moyen de faire de la reconversion des armées.

Quand on entend le vocabulaire martial du président de la république qui justifie ses interventions au Mali, en Centrafrique, ou les campagnes de recrutement des armées on est revenus sur quelque chose de très martial, on est plus là pour distribuer des bouteilles d'eau à la mère de famille bosniaque, on est là pour défendre la patrie assiégée, clairement.

Je suis donc assez d'accord avec la tendance que vous décrivez, tout en sachant que l'on en revient depuis deux ans et qu'il ne faut pas tout mettre sur le dos des politiques même s'ils ont leur part de responsabilité. Il y a des organisations militaires qui ont vu dans l'humanitaire une opportunité de re-justifier une utilité sociale différente.

La tendance vers la reconversion du militaire, accompagnée des questions sur l'utilité sociale du militaire, nous pousse à nous demander : quelle est la place de l'armée aujourd'hui dans notre société ?

Il y a une militarisation de la société évidente. Rien qu'en observant Sentinelle : nous avons 10.000 hommes sur notre territoire, ce n'était pas arrivé depuis la guerre d'Algérie. Je vais même aller plus loin sur la profondeur historique. Quand on revient aux années 30, une époque très militarisée, sur toutes les photos de famille il y avait un tonton en uniforme. A partir des années 1950, le militaire sort du paysage social habituel. Encore une fois c'est à relativiser parce que les militaires ont un peu la tête dans le guidon : c'est tous les corps en uniformes qui ont été dégradés : les avocats, les médecins, les policiers, les pompiers.. Tous ces corps là ont vu leur aura ou leur prestige social se dégrader.

Aujourd'hui nous assistons vraiment à un mouvement inverse : on ne peut pas avoir un débat stratégique à la télévision sans la présence d'un militaire, on voit des militaires qui s'expriment sur des sujets qui ne les concernent pas (la Manif pour tous, la place de Sangatte et la gestion des immigrés etc.) Depuis deux ans il se passe quelque chose qui est un peu un retour en arrière, on a un militaire qui retrouve une place de plus en plus centrale au sein de la société.

On a souvent parlé d'indifférence bienveillante concernant la vision de la société par rapport à ses armées, assiste-t-on à un changement de paradigme ?

Je pense qu'il est trop tôt pour l'analyser. On a que deux ans, je rêverais d'avoir le temps de chercher et de travailler sur l'opération Sentinelle, sur ce que ça nous dit du retour des militaires dans le paysage national. Il faut bien comprendre que cela ne va pas de soi que des militaires patrouillent devant des gares franciliennes. Quand on voit les spots de communication de l'armée de terre c'est autant d'images d'OPEX assez exotiques avec des couchés de soleil au Mali, que des plans de la tour Eiffel et des militaires qui patrouillent devant des RER. Il y a quelque chose de cet ordre là. Le retour du militaire dans la société, Oui, mais à l'échelle de la recherche c'est très difficile à analyser, nous n'avons pas de recul.

Est-ce qu'on ne peut pas déjà se dire que cela prend une place un peu confuse du fait de la confusion de plus en plus grande entre les missions de sécurité et de défense ?

C'est un débat qui est travaillé par la science politique. Comment est-on passé d'un champ de la défense pendant la guerre froide à celui d'un continuum sécurité-défense ? Le champ de la défense chez Aron c'est un diplomate et un stratège. Quand tout va bien le diplomate négocie, quand ça va mal le militaire rentre en scène. Depuis 20 ans, le champ de la défense s'est complètement dilaté en champ de la sécurité incluant de nouveaux acteurs : services de police, services de renseignement, magistrats, psychologues voire imams et gardiens de prison. Alors que nous, chercheurs, nous sommes à peine en train de nous demander si c'est le même champ qui s'est transformé, si ce champ s'est dilaté et quelle est la place de l'Etat dans cette transformation ?

Je serais de fait, bien mal à l'aise pour apporter une réponse définitive, mais mon travail en tant que politiste c'est de donner les jalons d'un débat sain sur ces questions-là. Nous n'avons pas de véritable réflexion du point de vue des sciences sociales sur ce qu'implique la transformation de ce champ, comment on l'observe et surtout, quelle est la nature du phénomène observé?

C'est l'objet de mon dernier chapitre qui vise un peu à raccorder ma thèse au débat plus contemporain. Je n'ai pas de réponse absolue mais ce qui est sûr c'est que ceux qui sont légitimes à s'exprimer sur la sécurité ne sont plus simplement les diplomates et les stratèges. On

en arrive à une période de confusion totale où ce champ de la défense relativement limité avant est devenu un pléthorique. Il y a aussi une autre problématique c'est que généralement quand on fait des relations internationales, en enseignement initial, on apprend qu'il y a la politique intérieure qui est gérée par un Etat hiérarchisé et la politique extérieure, anarchique, dans laquelle il n'y a pas de glaive ou de super Léviathan. Tandis qu'aujourd'hui l'anti-terrorisme nous montre qu'on aurait une interpénétration entre les risques intérieurs et les menaces extérieures ce qui rend encore plus complexe cette division du travail entre la défense à l'extérieur des frontières et la sécurité intérieure.

« La France est en guerre » Vous citez les mots du Président de la République en introduction de votre ouvrage. Le mot « guerre » a-t-il changé de sens ou est-ce le phénomène même qui s'est transformé ? Doit-on redéfinir la guerre ?

Si l'on prend les définitions classiques de la guerre, et notamment Clausewitz, cela peut s'appliquer à l'anti-terrorisme. Cela engage la trinité gouvernement-armée-population, et l'anti-terrorisme aussi. A partir du moment où, quand je prends le métro, la RATP me dit « signalez moi un colis suspect » cela engage la population. Quant à la question tendant à savoir s'il « faudrait redéfinir le mot guerre », oui mais peut être que c'est un faux débat. Peut-être que l'on va passer notre temps à essayer de définir qu'est ce qui est guerre et qu'est ce qui ne l'est pas en passant à côté de l'essentiel. Peut-être aussi que cette guerre asymétrique qui n'est pas une guerre « noble » comme entendu par nous les occidentaux, c'est la guerre tout court. Clausewitz le dira la guerre est un caméléon. Peut-être qu'il faudrait clarifier les termes mais pas au point de s'enfermer dans un débat purement étymologique qui serait un débat philosophique et qui finalement ne mènerait à pas grand chose. Peut-être qu'intellectuellement il faut tuer Clausewitz, et se dire que la guerre asymétrique c'est la guerre tout court, que la guerre totale, la guerre à l'ancienne n'est plus possible du fait qu'on soit des puissances nucléaires. Ça n'est pas la démocratie qui rend la guerre impossible c'est la possession de l'arme nucléaire.

Le politique d'aujourd'hui donne l'impression d'avoir une faible connaissance globale de notre armée, qu'en pensez-vous?

Oui alors je vais élargir : le milieu politique a une méconnaissance hallucinante des relations internationales en général. A leur décharge aucune élection ne se joue sur des questions de relations internationales. Cette méconnaissance qu'ont les politiques du militaire sert aussi les intérêts des militaires, la relation politico-militaire permet aussi aux militaires de rééquilibrer ou de politiser leurs débats et leurs lobbying.

Vous abordez dans votre thèse la libération de la parole militaire pouvez-vous nous en dire un peu plus? En quoi cela est notable? Quelles en sont les conséquences?

Que les militaires se plaignent sur l'absence de vision politico-stratégique, sur les moyens dévolus à leurs missions soit, mais qu'ils prennent des positions publiques sur des enjeux de mœurs et de politique intérieure à ma connaissance c'est relativement récent. Cela remonte plus ou moins à 2008, donc ça n'a même pas dix ans. Les militaires se sont toujours exprimés mais de façon anonyme. Il me semble qu'il y ait une désinhibition de la parole des militaires, tel qu'en font montre les déclarations du général Piquemal à Calais, du général Soubelet, ou encore du général Dary, numéro deux de la « Manif' pour tous ». C'est effectivement l'un des objectifs de ma thèse d'expliquer que depuis 20 ans la multiplication des OPEX et les réformes entraînent un rééquilibrage des relations politico-militaires, aussi lié à une méconnaissance qu'ont les politiques du domaine militaire. Cela participe également à la militarisation de la société.

Maintenant qu'on a une population qui est de plus en plus consciente des enjeux de Défense pourquoi les politiques ne se saisissent toujours pas de ce thème ?

C'est d'autant plus paradoxal qu'il y a une unanimité totale de la classe politique sur la situation militaire. C'est intéressant on écoute tous les pouvoirs politiques - que ce soit législatif ou

exécutif, les partis de gouvernement ou d'opposition et même des partis contestataires comme le Front National et la gauche de Mélenchon - ils ont tous décrit une situation de guerre. Et c'est effectivement curieux qu'il n'y ait pas de débats sur cette question. C'est le paradoxe : la guerre est là, mais ce n'est pas un enjeu électoral.

Les militaires investissent le débat public et la politique, un général est même candidat à l'élection présidentielle. Est-il possible qu'une personne issue du milieu militaire devienne présidente de la République ?

Oui, on a cette image d'une institution totale, coupée de l'extérieur. Au début des années 90, quand Jacques Chirac demande la professionnalisation des armées, les hauts gradés craignent un éloignement entre l'armée et la nation, une distorsion du lien, une armée à part. La professionnalisation fait que l'armée est encore plus perméable au reste de la société, parce qu'on importe des techniques de management issues du milieu civil, parce qu'on travaille aussi sur la réserve en entreprise etc. C'est le but de ma thèse l'armée ne marche pas comme un seul homme ce n'est pas une entité homogène, il y a des conflits à l'intérieur qui lui permettent d'évoluer et de s'adapter.

Donc il ne faut pas homogénéiser ce milieu. L'armée est un milieu beaucoup moins conservateur, rigide et fermé que ce que l'on croit. La professionnalisation a changé beaucoup de chose. Aujourd'hui la plupart des généraux ont un bac +5, parlent deux ou trois langues. Il n'est pas rare qu'un général soit marié à une élue locale, que ses enfants fassent des études qui n'ont rien à voir avec l'armée, qu'ils soient président d'association. Donc oui les militaires sont beaucoup plus ouverts au monde civil qu'avant, et c'est ça l'adaptation, c'est sa perméabilité au milieu civil tant au niveau des normes que des techniques de gestion, de gestion des carrières. Avant la légitimité au sein des armées c'était le général, le leader charismatique qui avait fait son temps et qui avait ramené ses hommes. Aujourd'hui, il est concurrencé par le manager, celui qui a des qualifications et qui a des compétences techniques. Le milieu change beaucoup et ressemble à l'évolution des administrations en général. Les évolutions que l'on observe dans les armées sont représentatives des évolutions que vit notre société.

Comment recréer le lien entre la Défense et le citoyen ?

Par le service civique, par la réserve qui a un rôle très important mais si elle touche des élites puisqu'elle demande une disponibilité durant l'année sur des secteurs assez stratégiques. Beaucoup de choses sont faites pour rapprocher l'armée des corps intermédiaires : on peut prendre l'exemple de l'IHEDN.

Vis-à-vis du citoyen lambda, il y a quand même des choses qui s'immiscent. Dorénavant, n'importe quel citoyen voit des militaires dans les rues, ne peut pas faire une soirée télé sans voir des campagnes audiovisuelles de recrutement pour l'armée ou des militaires dans des émissions de débat. Il y a aussi une chose importante : l'armée depuis les années 2000 est le principal recruteur de la jeunesse non qualifiée. Et chez les jeunes, y compris ceux qualifiés de « sauvages », en rupture avec l'ordre social, l'armée les attire. Donc les motifs d'espoirs sont là, l'armée fait un gros travail sur la jeunesse non qualifiée en payant des formations notamment. C'est un peu le rôle social de l'armée même si je ne suis pas convaincu que ce soit vraiment son rôle. Je pense plutôt qu'elle comble un déficit républicain et politique. Il existe une demande sur retour de la discipline dans notre société avec la redécouverte d'un cadre pour ces jeunes là. Après il est vrai que le taux de renouvellement n'est pas très haut, l'armée française a du mal à fidéliser contrairement aux britanniques par exemple. Il existe aussi le mythe de ce qu'on appelle la sociabilité en caserne qui est un peu le mythe de la troisième république. Le seul endroit où un français quel qu'il soit pouvait côtoyer d'autres couches sociales, c'était l'armée et c'était le service militaire.